
RÉSUMÉ

1. Depuis le précédent examen de sa politique commerciale, réalisé en 2005, la Mongolie a continué d'appliquer un régime de commerce globalement ouvert. Son économie a considérablement progressé, tout comme le PIB par habitant, le chômage a diminué et le pays a amélioré son classement selon l'indice du développement humain. L'ampleur des réserves de minéraux et du marché de la Chine voisine devrait permettre à l'économie de poursuivre sa croissance. Toutefois, le taux de croissance a fluctué et continuera sûrement de fluctuer en fonction des investissements dans les ressources minérales et de l'évolution des prix et du volume des exportations. Le taux de croissance du PIB réel a varié depuis 2005 et est passé de -1,3% en 2009 à 17,5% en 2011. Il est clair que l'un des principaux défis à relever pour le pays consiste à gérer les fluctuations de l'investissement, des exportations et des recettes publiques.

2. Malgré des problèmes de données, il est évident que les exportations comme les importations ont considérablement augmenté pendant la période considérée, les exportations ayant atteint 4,4 milliards de dollars EU en 2012, et les importations 6,7 milliards de dollars EU. Par ailleurs, les ressources minérales sont devenues de plus en plus importantes pour l'économie; en 2012, elles représentaient plus de 84% des exportations et étaient destinées en quasi-totalité à la Chine.

3. Les autorités sont conscientes des problèmes que peut entraîner le fait de reposer sur une base économique étroite. La stratégie globale de développement national 2008, qui est fondée sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, indique que la Mongolie entend exploiter les gisements de minéraux tout en poursuivant une politique de diversification; cette stratégie définit un certain nombre de secteurs prioritaires, y compris les industries manufacturières et les services axés sur les exportations, tirés par le secteur privé et les hautes technologies, comme les technologies de l'information et de la communication, les biotechnologies et les nanotechnologies, le transport en transit, la logistique, les services de médiation financière et une transformation plus poussée des produits agricoles. Dans la stratégie, une attention particulière est portée, entre autres choses, au fait d'encourager les PME à fabriquer des produits de remplacement des importations tout en soutenant les importations de technologies de pointe.

4. L'investissement étranger est important pour l'économie, aussi bien pour l'exploitation des minéraux que pour le développement des autres secteurs. Toutefois, l'investissement étranger direct est tombé de 53% du PIB en 2011 à 20% en 2013. Cela était dû en partie aux prescriptions de la Loi de 2012 sur la réglementation de l'investissement étranger dans les entités commerciales exerçant des activités dans des secteurs d'importance stratégique, ainsi qu'à l'incertitude concernant cette loi. Pour répondre à ces préoccupations et améliorer le climat de l'investissement, la Loi de 2012 et la Loi de 1993 sur l'investissement étranger ont été remplacées par la Loi de 2013 sur l'investissement (applicable à l'investissement étranger comme intérieur), qui a simplifié les prescriptions relatives à l'investissement et à l'enregistrement et a fourni une définition juridique plus précise de certains termes, y compris "entreprises à participation étrangère" et "personne morale appartenant à un gouvernement étranger".

5. Outre la nouvelle Loi sur l'investissement, plusieurs autres lois ont été adoptées en 2013. Ces lois visent, entre autres choses, à améliorer le climat de l'investissement et à promouvoir la stabilisation budgétaire; elles incluent la Loi sur la stabilité budgétaire, la Loi intégrée sur le budget et la Loi sur la sécurité sociale. Ces changements dans la législation, associés aux mesures prises par la Banque de Mongolie (Banque centrale) pour stabiliser la monnaie nationale, contenir l'inflation et mieux réglementer les activités des banques commerciales, devraient contribuer à accroître l'investissement étranger et intérieur.

6. Un certain nombre de mesures ont également été prises pour améliorer les procédures douanières, y compris une révision de la Loi douanière et de la Loi de 2008 sur le tarif douanier, qui autorisent, entre autres choses, les contrôles après dédouanement, ainsi que la mise en place du système d'information douanière informatisé permettant de transmettre des documents et d'effectuer des paiements par voie électronique.

7. En 1997, en accédant à l'OMC, la Mongolie a consolidé tous ses droits, au taux de 20% pour la plupart d'entre eux, bien que le taux appliqué soit nettement inférieur dans la majorité des cas. Toutefois, pour environ 60 lignes tarifaires, le droit appliqué de 5% est supérieur au droit consolidé

de 0%. En outre, certains produits, dont l'alcool éthylique, sont visés par des prohibitions à l'importation adoptées pour des raisons de santé et de sécurité nationale, et d'autres produits, y compris les animaux reproducteurs, font l'objet de licences d'exportation et/ou d'importation non automatiques. Des taxes à l'exportation sont appliquées à un nombre limité de produits, bien que les taxes sur le cachemire brut aient été supprimées en 2009. La Banque mongole de développement, créée en 2011 dans le cadre des efforts fournis pour diversifier les exportations, accorde des financements à l'exportation, y compris des crédits avant et après expédition, des services d'affacturage à l'exportation, des garanties de crédit à l'exportation et des services d'assurance-crédit à l'exportation.

8. La Mongolie a continué de se développer et d'appliquer de nouvelles normes, dont beaucoup sont des règlements techniques obligatoires; sur un total de plus de 6 000 normes, moins de la moitié sont alignées sur les normes internationales.

9. Bien que l'économie soit essentiellement une économie de marché et qu'elle ait été privatisée, une centaine d'entreprises détenues totalement ou partiellement par l'État exercent des activités dans des secteurs très divers. D'après les autorités, aucune d'entre elles ne jouit de droits ou de privilèges spéciaux. Entre 2005 et 2011, environ 90 entreprises ont été privatisées mais la privatisation de plusieurs autres, y compris la compagnie aérienne nationale (MIAT) et certaines centrales électriques, a été ajournée.

10. Pendant la période considérée, certains changements ont également été apportés à la législation mongole sur les droits de propriété intellectuelle; en effet, la Loi sur le droit d'auteur et la Loi sur les brevets ont été modifiées en 2006, la Loi sur les marques et les indications géographiques en 2010, et la Loi sur les variétés végétales et les semences en 2011. Toutefois, les mesures prises pour faire appliquer les lois ont diminué depuis 2010, tant au regard du nombre d'inspections que des autres indicateurs, et il est difficile de dire si cela est dû à un meilleur respect de la législation ou à une réduction des efforts visant à la faire respecter.

11. Bien que le secteur des minéraux domine l'investissement étranger direct et les exportations, l'agriculture représente encore un tiers de l'emploi et 15% du PIB. En Mongolie, la situation du secteur agricole est assez particulière du fait que la saison de végétation est courte, que les hivers sont rigoureux et que l'activité principale est celle de gardien de troupeaux nomade. Pour répondre aux préoccupations concernant la dépendance à l'égard des importations, le gouvernement a adopté plusieurs programmes visant à promouvoir la production de certains produits de première nécessité (blé et pommes de terre), ce qui a conduit à une diminution des importations de ces produits. Toutefois, il est difficile de dire si ces programmes ont permis de réduire la dépendance à l'égard des importations, car les importations d'autres produits tels que le riz ont augmenté. Les principaux produits exportés sont le cachemire et les cuirs et peaux de mouton et de chèvre.

12. Étant donné la taille de l'économie mongole, le potentiel du secteur des minéraux est énorme et l'investissement total des quelques dernières années et années à venir dans ce secteur représente plusieurs fois le PIB annuel. Malheureusement, les données pour 2013 n'étaient pas disponibles au moment de l'établissement du présent rapport. Néanmoins, en 2012, le volume de charbon et de minerai de fer produit et exporté a considérablement augmenté par rapport à 2004 et la valeur des exportations a augmenté dans une proportion encore plus grande du fait de la hausse des prix. L'augmentation de la production de cuivre à Oyu Tolgoï et de la production de charbon à Tavan Tolgoï grâce au développement du gisement qui s'y trouve tirera encore à la hausse la valeur et le volume des exportations. Toutefois, des préoccupations concernant des licences d'exploitation minière non utilisées ont donné lieu, en 2010, à un moratoire sur les nouvelles licences de prospection, lequel doit rester en vigueur jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi sur les minéraux.

13. La faible densité de population et le climat rigoureux de la Mongolie expliquent que les projets d'infrastructure comme ceux liés à l'électricité, aux télécommunications et aux transports soient importants et coûteux. Bien que des investissements considérables aient été réalisés dans chaque secteur, des investissements supplémentaires sont nécessaires, en particulier pour le développement des transports routiers et ferroviaires.

14. Le secteur bancaire et financier a subi plusieurs bouleversements au cours des dernières années. Malgré des améliorations apportées à l'élaboration et à l'application de la réglementation, l'État a dû prendre en 2008, 2009 et 2013, le contrôle de trois banques, dont les activités ont été transférées vers la Banque d'État de Mongolie. Il reste 13 banques commerciales enregistrées, ce qui est beaucoup pour un pays de cette taille, même si ces banques représentent 95% de l'ensemble des actifs des établissements financiers.

15. Dans l'ensemble, la Mongolie a considérablement amélioré les niveaux de vie, ce qui est dû, dans une large mesure, au commerce de minéraux et à l'investissement dans ce secteur. Toutefois, le plus grand défi que le gouvernement doit relever consiste à gérer cet essor fondé sur les ressources, ainsi que les difficultés qui en découlent sur les plans législatif et institutionnel et l'investissement en infrastructures que cela nécessite. En outre, la situation géographique et climatique de la Mongolie rend ces tâches plus difficiles que dans d'autres pays.